

# LA CONFÉRENCE DE HAMMAMET RAPPORT DE LA SÉRIE DE 2016

Visions d'un meilleur avenir

[www.britishcouncil.tn/hammamet](http://www.britishcouncil.tn/hammamet)

#HammametConf

## A PROPOS DES SÉRIES DE LA CONFÉRENCE DE HAMMAMET

La série de conférences de Hammamet est un programme unique d'événements et de discussions entre le Royaume-Uni et L'Afrique du Nord, dirigé par le British Council, l'organisation internationale britannique pour l'éducation et la culture. Cette conférence permet aux courants les plus influents, aux dirigeants émergents ainsi qu'aux faiseurs d'opinions d'Algérie, d'Égypte, de Libye, du Maroc, de la Tunisie et du Royaume-Uni de discuter des défis communs, d'échanger des idées et d'en apprendre davantage sur les dernières recherches et les idées innovantes sur des questions d'intérêt commun. Elle fournit une plate-forme pour développer des solutions communes et des idées partagées à un moment crucial pour les pays d'Afrique du Nord.

La Conférence de Hammamet 2016 représente cinq ans de dialogue entre les dirigeants de l'Afrique du Nord et le Royaume-Uni. Son but est le partage d'idées et le développement de solutions innovantes pour faire face aux défis auxquels sont confrontés ces pays. Cette étape significative donne l'occasion aux compagnons de Hammamet de porter un œil critique sur le printemps arabe, de tracer des feuilles de route pour l'avenir et de discuter des solutions aux problèmes les plus urgents des cinq prochaines années.

Qui participe?

Le réseau comprend les compagnons de Hammamet; des dirigeants émergents et d'autres établis dans l'élaboration des politiques, la société civile, les entreprises, l'éducation, les entrepreneurs, les arts et les médias. Tous les participants ont été invités pour leur capacité à informer, et leur compétence à bâtir un rapport de confiance entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Nord.

Qu'est-ce que "Hammamet"?

La conférence de Hammamet est la première partie d'une discussion plus large et qui se déroule tout au long de l'année, via des événements et des activités en ligne. La série de conférences est un tremplin pour le changement. Elle offre à ses participants une plate-forme de dialogue et de conversations axées sur les solutions entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Nord.

## À PROPOS DU BRITISH COUNCIL

**Le British Council est l'organisation internationale britannique pour les relations culturelles et les opportunités éducatives.**

Nous travaillons dans les domaines de l'art, du sport, de l'éducation, de la science, de la culture, de la langue, de l'innovation et de la créativité dans plus de 100 pays à travers le monde.

Fondé en 1934, nous sommes à la fois un organisme caritatif britannique régi par la Charte Royale et un organisme public britannique, nous travaillons avec plus de 100 pays à travers le monde enseignant l'anglais, dispensant des examens et promouvant les arts et le développement de partenariats pour fournir des programmes éducatifs et sociaux. Chaque année, nous touchons plus de 50 millions de personnes directement (en face-à-face, lors d'événements et via les médias sociaux numériques), ainsi que plus de 500 millions de personnes en ligne, par le biais de diffusions et de publications.

# CONTENU

RAPPORT PRÉLIMINAIRE	05
RÉFORME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE VIA L'ENGAGEMENT	06
RÉPONDRE AUX BESOINS DES CITOYENS POUR DÉPASSER LES INÉGALITÉS	13
LES ARTS ET LA CULTURE COMME MOTEURS DU CHANGEMENT	19
LA CONVERSATION DE HAMMAMET	24
ACTIVITÉS DU BRITISH COUNCIL DANS CHAQUE PAYS DE HAMMAMET	26



# MAMET CONFERENCE SERIES

A BETTER FUTURE  
SEPTEMBER 2016



# RAPPORT PRÉLIMINAIRE

2016 a été une année où les conventions ont été bousculées. D'un point de vue britannique, la plus grande surprise a été de nous retrouver, le 24 juin, sur le point de quitter un club international qui faisait partie de notre ADN politique (pour le meilleur ou pour le pire) depuis plus de 40 ans.

Le référendum sur l'adhésion à l'Union Européenne a révélé, au sein de la société britannique, de grandes différences d'hypothèses et d'aspirations, fortement liées à l'âge, à l'éducation et à la région des citoyens. Ces différences de points de vue sont également présentes dans toute l'Afrique du Nord.

À l'échelle mondiale, l'incroyable ascension de Donald Trump pour diriger la dernière superpuissance - par des méthodes qui ont ignoré ou bien étaient à l'encontre de la sagesse traditionnelle des campagnes - a déconcerté non seulement les sondages mais toute une classe politique.

La «Fin de l'Histoire» (une phrase inventée par le politologue Francis Fukuyama suite à l'effondrement de l'Union Soviétique) semble être très ancienne.

Cependant, en cette ère d'incertitude, certaines certitudes perdurent. Les conflits en Syrie et ailleurs dans la région semblent rester un sujet de préoccupation internationale - et d'une tourmente de plus en plus localisée.

L'aspiration des gens ordinaires à un avenir décent entrainera certainement un flux continu de migrants venus de lieux où une telle issue semble impossible.

Et la recherche de la «dignité» dans la vie quotidienne continuera d'être une préoccupation perpétuelle pour les citoyens, peu importe la nature du gouvernement qui les dirige ou encore la bonne ou mauvaise gestion des affaires économiques de leur pays.

Tel est le contexte dans lequel Hammamet 2016 s'est tenue, durant quelques jours en novembre, dans la station balnéaire du même nom à une heure de route au sud de Tunis.

La Conférence de Hammamet est la seule conférence de leadership réunissant de nouveaux et d'anciens dirigeants du Royaume - Uni et d'Afrique du Nord. Elle crée une dynamique unique dans une région qui exige un leadership à tous les niveaux de la société.

Près de 80 délégués de la Conférence – Les « Compagnons » de Hammamet – sont venus d'Algérie, d'Égypte, de Libye, du Maroc, de Tunisie et du Royaume-Uni pour discuter de questions communes, établir des liens et trouver des solutions.

Les trois sous-thèmes de Hammamet 2016 étaient « Réforme politique et économique via l'engagement », « Répondre aux besoins des citoyens pour dépasser les inégalités » et « Arts et culture comme moteurs de changement ». Chacun d'entre eux a contribué au thème global de « Visions d'un avenir meilleur » - une bannière explicite et positive sous laquelle on peut tenir compte des contextes et défis nationaux et régionaux.

À la suite du printemps arabe, le British Council a œuvré à tous les niveaux de la société en Afrique du Nord - avec les gouvernements, les communautés et les individus - soutenant la société civile, renforçant les jeunes et offrant aux gens les compétences dont ils ont besoin pour améliorer leur vie.

La Conversation de Hammamet - la Conférence ainsi que ses canaux et activités associés - est l'occasion d'élaborer un nouveau contrat social. Elle réunit d'anciens dirigeants établis et d'autres émergents d'Afrique du Nord et du Royaume-Uni pour relever les défis économiques et sociaux communs en aidant les jeunes à s'engager positivement dans la vie de leur communauté, de leur nation et de leur région.

En période de changement et d'incertitude, une conversation qui se poursuit d'année en année, accueillant différentes voix et absorbant de nouvelles idées, est une force puissante pour un changement positif.

Robert Ness  
Directeur, British conseil Tunisie

*Robert Ness*

# LA REFORME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE VIA L'ENGAGEMENT

## Introduction

Une des plus importantes leçons de l'Afrique du Nord depuis 2011 est qu'une réforme durable – qu'elle soit politique, économique ou culturelle - n'est possible que si tous les secteurs de la société s'y engagent pleinement.

Il n'est pas suffisant de réformer chaque institution ou de promettre le changement sans mettre en place les structures et les investissements pour instaurer de telles réformes.

De même, les événements des six dernières années ont montré qu'il n'est pas suffisant pour certains pans de la société d'exiger la fin des anciennes méthodes de faire, s'ils ne sont pas disposés à donner de leur énergie pour construire quelque chose de meilleure.

Les présentations et les groupes de travail sur le thème de « réforme politique et économique via l'engagement » ont examiné la question de savoir comment former des coalitions productives entre élites et non-élites, jeunes et moins jeunes, gauche et droite, et ceux qui des opinions religieuses et culturelles différentes.

Les participants ont convenu que l'éventail le plus large possible de personnes devrait être encouragé à prendre part à l'activité politique, si le paysage politique dans tous les pays de la conférence de Hammamet est de parvenir à une modernisation aussi nécessaire.

On a estimé que de meilleures connexions régionales - et un sentiment accru d'identité régionale - contribueraient à développer les opportunités pour les personnes à travers le Maghreb.

Les solutions collectives seront au cœur de la construction d'un avenir meilleur, tant en Afrique du Nord qu'au Royaume-Uni.

## « Leaders » vs « élites »

Au centre des débats à la Conférence de Hammamet, en 2016 comme les années précédentes, était la question du leadership: comment engager l'assentiment des personnes envers leurs dirigeants.

Davantage de transparence dans le processus politique est requis afin de gagner la confiance du public. Des organisations comme Al-Bawsala (en Tunisie) représentent les premiers pas vers une idée de la politique en tant que service public.

La question qui en découle est de savoir quels dirigeants le peuple devrait avoir. La méfiance populaire vis-à-vis des politiciens a souvent conduit à une spirale de méfiance. Dans certaines parties de l'Afrique du Nord, des institutions comme la police et l'armée atteignent des niveaux de confiance plus élevés que les dirigeants politiques.

“ La méfiance est le plus grand problème. La méfiance de la population envers celle qu'elle considère comme la population qui a tout. La méfiance entre la population et les politiciens. Et la méfiance entre la population et les institutions financières.”

**Uday Thakkar**  
(Royaume-Uni)

L'activisme qui caractérise l'Afrique du Nord depuis 2011 (et qui caractérise jusqu'à certains points la vie politique actuelle en Europe et dans d'autres parties du monde) est en partie motivé par la méfiance à l'égard de la politique conventionnelle et par ce qui est considéré comme les intentions et convictions des politiciens traditionnels de tout parti.

Les gens sont parfois tellement déçus par les processus politiques conventionnels qu'ils voient peu d'intérêt de s'y engager. Le point commun entre le Royaume-Uni et le Maghreb en 2016 est le sentiment que la

politique était « faite au peuple », plutôt que « faite pour » ou « faite avec ».

On a, par exemple, rapporté qu'en Algérie, alors que le peuple était extrêmement proactif en ce qui concerne les grèves et les protestations, cet activisme n'a pas forcément mené à un engagement constructif en politique. Les citoyens avaient perdu confiance en la politique comme moyen de parvenir à un changement pacifique.

Il y avait un consensus (à la fois intersectoriel et transnational) au sujet de la nécessité de développer un concept de leadership qui servirait plus qu'il ne se servirait.

La séparation des dirigeants des autres citoyens de la nation - physiquement et pour ce qui est de l'éducation, des aspirations et de la richesse - était le facteur principal de leur incapacité ou réticence à servir les intérêts des citoyens (plutôt que ceux de leur classe, de leur tribu ou de leur groupe d'intérêt).

Cela exige donc que les dirigeants aient une meilleure compréhension des besoins, des préoccupations et des aspirations des gens.

De nombreux orateurs à Hammamet ont mis l'accent sur la nécessité de nouer des liens entre les personnes et leurs dirigeants politiques. Sans ce type de connexions, aucune véritable démocratie ne peut s'épanouir.

Les dirigeants émergents préfèrent souvent s'engager dans la société civile plutôt que de rejoindre des partis politiques ou de s'engager dans les structures politiques existantes, car ils croient qu'ils sont incapables d'apporter des changements de l'intérieur du système.

Pourtant, il y a des limites à ce que l'activisme peut réaliser s'il est déconnecté des structures traditionnelles des États-nations.

La question de la démographie juvénile a été soulevée dans différentes discussions. Dans une société où beaucoup sont jeunes, il n'est pas représentatif d'avoir des dirigeants qui sont (presque exclusivement) âgés et (majoritairement) mâles.

Lorsque les gens s'estiment déconnectés de leurs dirigeants, ils ne peuvent se sentir engagés dans le processus de changement. C'est seulement en s'appropriant la politique de leur pays qu'ils la prennent au sérieux.

La question est alors de comment créer une synergie entre le gouvernement et le public – comment, en d'autres termes, engendrer une démocratie crédible et réactive.

Trouver une voie permettant de canaliser l'énergie de la jeunesse vers les formes politiques classiques, pour les réformer et les humaniser, peut s'avérer être l'un des défis les plus importants de la décennie à venir.

Lors de nombreuses discussions, il y avait le sentiment que l'ère durant laquelle les élites pensaient avoir le droit de parler au nom du peuple allait être révolue : c'était un modèle qui ne se tenait plus. Des voix d'autres secteurs de la société, représentant des intérêts jusqu'alors inconnus, intégreraient, de plus en plus, le discours national.

Un point de vue partagé par les participants de Hammamet venant d'Afrique du Nord et du Royaume-Uni était que les élites ayant failli à offrir une société plus juste pour leur peuple, ont fait du monde un endroit plus dangereux et plus divisé.

“Les élites ont failli. Nous avons cru qu'ils nous mèneraient vers le futur, mais ils ont rendu le monde plus dangereux”

*Amira Yahiaoui,  
co-présidente de Hammamet*



CE SERIES

TURE

AMET  
ERENCE SERIES

A BETTER FUTURE





Cela ne veut pas dire que les aptitudes des élites étaient jugées sans valeur. On comprenait la nécessité d'exploiter les compétences et l'expérience des élites (et pas uniquement les élites politiques), si les nations et les sociétés ne devaient pas partir d'une feuille blanche post-révolutionnaire.

Ce point a été soulevé lors de l'ouverture de la Conférence, lorsque le Coprésident britannique a comparé entre les événements de la région et ce qui s'est passé en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid.

Dr Beall a rappelé aux compagnons qu'en Afrique du Sud, l'engagement des élites pour le développement et le progrès national a été un facteur essentiel dans la passation du pouvoir sans effusion de sang.

Afin d'encadrer ce cercle - pour exploiter les connaissances et l'expérience des «élites» sans qu'ils soient entièrement dominés par les citoyens-, il faut des canaux d'engagement et de communication appropriés.

Le modèle de gouvernance de « l'homme fort » (basé sur la personnalité et non susceptible de changer à partir de la base) n'est pas une prescription pour réussir dans un monde en évolution rapide.

Il a été précisé qu'un trait précieux des dirigeants était la capacité de reconnaître les erreurs ; mais qu'un tel modèle «faillible» de leadership n'est pas celui qui caractérisait la politique nord-africaine avant 2011.

Il a également été noté que si l'expérience est un bien précieux, sa valeur est fortement limitée lorsque ceux avec de l'expérience ont perdu la capacité d'avoir de nouvelles pensées. Le dicton de JM Keynes, «Quand les faits changent, je change d'avis», ne décrit pas une position de faiblesse, mais de force.

Les compagnons de Hammamet pensent que les gouvernements doivent renoncer au pouvoir (détenu pour des raisons d'arbitraire) et le transmettre aux citoyens. Il s'agit évidemment d'un défi majeur aux idées reçues actuelles sur le pouvoir - et pas seulement au Maghreb.

L'engagement de l'activisme au nouveau style avec les anciennes formes de pouvoir; l'engagement des jeunes avec les générations plus âgées; l'engagement des élites avec les nouveaux faits de l'histoire: Tout cela est nécessaire pour créer des sociétés remodelées œuvrant pour l'intérêt de tous.

## Le rôle des médias dans les pays post-révolutionnaires

Les discussions sur les médias ont insisté sur le besoin d'alimenter et de promouvoir un journalisme objectif et responsable malgré (ou à cause de) un environnement politique polarisant et sur le rôle des médias dans la protection de la liberté d'expression pour tous les citoyens.

Un média libre et objectif était considéré comme vital pour l'amélioration progressive (plutôt que révolutionnaire) des conditions de vie en Afrique du Nord. La stabilité et la prospérité dépendraient, à leur tour, de la démocratisation progressive de la région.

Étant donné la nature révolutionnaire récente du changement dans la région, cela peut représenter un réajustement des attentes découlant des progrès inégaux de la démocratie et des droits des citoyens depuis 2011.

Les participants ont convenu que l'un des meilleurs moyens de remédier à la perte de confiance du public envers les politiciens et au manque d'intérêt subséquent pour s'engager dans la politique, c'est la création d'un média digne de confiance capable de dire la vérité au pouvoir.

Les compagnons de Hammamet se sont interrogés sur la meilleure façon de transformer les médias afin qu'ils jouent un rôle d'édification et de développement.

Il devrait y avoir un changement d'un média critique et offensif - nouvellement libre de critiquer et jouissant du pouvoir de le faire - à un média capable de mener un débat constructif et d'offrir de bonnes idées pour un changement pacifique.

## La technologie

Les formes numériques d'engagement ont été un élément du soulèvement de 2011, et ont joué un rôle important dans chaque mouvement populaire ultérieur.

Un des compagnons de Hammamet, ancien ministre, a déclaré que la Tunisie tente de résoudre les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle avec les institutions du XX<sup>e</sup> siècle et les lois du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il a suggéré que les gouvernements peuvent tirer parti de la puissance de connectivité de la technologie moderne pour autonomiser les citoyens, améliorer l'éducation, et créer une société plus juste

Mais il est important de ne pas confondre une technologie habilitante avec une cause politique. La technologie n'est liée à aucune forme particulière de politique. Elle peut être utilisée pour imposer le respect, pour la propagande (comme dans de nombreux régimes répressifs), ou pour responsabiliser, comme Al-Bawsala qui a réussi à demander des comptes aux parlementaires et aux municipalités tunisiennes dans l'intérêt des citoyens depuis 2011.

Les formes de gouvernement et les relations entre les citoyens et les institutions de l'État (ou, dans le cas du président des États-Unis, la relation directe entre la personne de Donald Trump et ses millions « d'abonnés » Facebook) sont en train d'être reconfigurées par la technologie numérique. Mais les finalités et l'éthique du discours politique restent les mêmes.

Les nouvelles formes d'engagement citoyen reflètent la première forme organisée de démocratie - quand tous les citoyens d'une ville grecque se regroupaient à l'agora pour entendre des arguments et des persuasions de la bouche de leurs dirigeants.

Les médias sociaux sont plus efficaces lorsqu'ils sont associés avec des réseaux traditionnels de face à face - comme ceux présentés à Hammamet - plutôt que comme un ensemble de technologies qui balaient les formes conventionnelles et testées de connexion.

Pour quiconque cherchant de nouvelles certitudes et de nouvelles perspectives en une ère de changement global, ou es-

pérant trouver d'autres personnes avec qui faire cause commune, les réseaux sont essentiels.

Les compagnons de Hammamet ont convenu que l'engagement des citoyens dans l'élaboration des politiques et ses processus est essentiel, mais dans beaucoup de pays il y a souvent peu de tradition d'une telle activité dont on peut s'inspirer.

La relation entre les nouvelles formes de mobilisation et d'engagement avec les institutions bien établies et les méthodes de travail est un processus continu - et elle n'est nulle part, peut-être, plus visible que dans le Maghreb.

Au Royaume-Uni, la forme ordinaire représentative de la démocratie a laissé place en 2016 à la décision par référendum, résultant en un vote clair pour quitter l'Union européenne - et en un avenir incertain pour la situation du Royaume-Uni dans le monde.

## Récit commun

Les participants ont discuté de l'importance du langage dans la création des discours et des cultures politiques et ont convenu que la diabolisation des mots « radical » ou « jeunesse » est inutile. Avec le « eux et nous » s'ajoute le sentiment dont tous les délégués désiraient s'éloigner en tant que premier pas vers une réconciliation et une reconstruction politiques.

Un compagnon d'Irlande du Nord a parlé de l'importance de convenir d'un récit commun sur « les nécessités qui comptent le plus pour les gens » : emplois, santé, logement et éducation.

## Économies non durables, déséquilibrées

Un compagnon libyen a mis l'accent sur le caractère non durable de leur économie nationale, à la fois en termes de sa dépendance quasi totale aux industries de pétrole et de gaz (situation qui est partagée par d'autres économies nord-africaines) et à cause du gouvernement qui a assumé le rôle de fournisseurs de biens, de services et de subventions aux citoyens

Le modèle de l'État en tant que fournisseur unique de biens n'est pas durable : les sommes versées par le gouvernement

THE UNIVERSITY OF  
SHEFFIELD  
SHEFFIELD BUSINESS SCHOOL



enchainent et retiennent le commerce et le secteur privé

Il a été souligné qu'en Libye, 60% du PIB sont consacrés aux subventions (1 200 dollars par famille et par mois). De toute façon, les subventions de l'État n'ont pas atteint leur objectif premier : atténuer la pauvreté.

Pour résoudre ce problème, il a été suggéré de repenser d'urgence le soutien de l'État aux citoyens (en Libye et ailleurs au Maghreb), afin de différencier les besoins des personnes âgées, des handicapés, des femmes et des enfants et - peut-être - de supprimer complètement ce soutien.

L'imposition est la meilleure façon de redistribuer la richesse - et un système d'imposition équitable peut financer de meilleurs services publics.

Les économies du Maghreb (et du Moyen-Orient) dépendent beaucoup du pétrole et du gaz, de sorte que la santé de l'économie soit liée au prix de marché de ces produits - avec toute l'instabilité et l'insécurité inhérentes qui en découlent. Ainsi, l'élargissement de la base économique est donc une priorité urgente, mais qui ne sera efficace qu'en étant conforme à la volonté du peuple et à son engagement actif.

Si les réformes économiques sont imposées d'en haut, elles risquent de déclencher une attitude de rejet comme celle constatée là où les organes internationaux (comme le FMI ou la Banque Mondiale) avaient imposé des réformes du marché contre la volonté des citoyens. Un compagnon marocain a déclaré qu'en réalité, les politiques de développement dans la plupart des pays du monde en voie de développement augmentent l'écart entre riches et pauvres.

Une suggestion du Royaume-Uni a été d'alléger la charge fiscale en Afrique du Nord afin d'encourager les petites entreprises, les start-ups, etc. - évitant ainsi la bureaucratie complexe qui peut les empêcher de devenir une partie de l'économie générale.

On s'est fondé sur l'argument que le gouvernement doit jouer le rôle du gouvernement - c'est-à-dire qu'il doit se préoccuper, en premier lieu, de la législation et de la sécurité, et donner l'occasion au secteur privé de fournir des biens et des services.

Les délégués marocains ont proposé un nouveau modèle de partenariat entre les secteurs privé et public ainsi que l'importance de comprendre le rôle essentiel de la société civile.

Le zonage économique a été proposé comme une clé de création de richesse en Libye, avec le gouvernement comme acheteur de services et non prestataire.

Au-delà des industries extractives, une source majeure de revenus et d'emplois pour la région - le tourisme - a souffert de déclin massifs dans de nombreux pays, à cause du terrorisme et de l'instabilité politique. Une relance de l'industrie touristique (dont Hammamet elle-même bénéficierait) ne deviendrait une réalité que lorsque les agendas nationaux et internationaux coïncideront.

Le pessimisme quant à l'amélioration de la situation économique entraîne un pourcentage élevé de personnes dans tous les pays d'Afrique du Nord recherchant un emploi dans le secteur public, considéré comme source de stabilité et de revenus.

Cela a aussi conduit à un grand nombre (particulièrement) de jeunes planifiant de quitter l'endroit où ils sont nés. Il a été rapporté que seulement 27% des tunisiens voient leur travail à l'avenir dans leur pays d'origine.

Ces pressions sont à même de devenir bien plus graves compte tenu de la démographie de la région, avec des populations jeunes dans tous les pays menant à une grande augmentation du nombre de personnes rejoignant la main-d'œuvre au cours de la décennie à venir.

# DES CITOYENS POUR DÉPASSER LES INÉGALITÉS

## Introduction

Au cours des discussions autour de ce thème, il y avait un consensus sur le fait que l'Afrique du Nord a failli dans la transformation de ses ressources (à la fois humaines et naturelles) en « fortune ».

Les soulèvements de l'Afrique du Nord étaient conduits par la revendication de la « dignité », et ce mot est revenu plusieurs fois durant les sessions. La recherche de la dignité est étroitement liée au désir de sociétés plus égales, où les individus se sentent valorisés, écoutés et peuvent influencer le changement politique.

Un point de vue fort est venu du Royaume-Uni disant que le secteur public en Afrique du Nord est mal équipé, à lui seul pour traiter les questions relatives à l'inégalité. Une meilleure implication du secteur privé est essentielle, que cela soit à travers l'investissement privé ou l'encouragement d'un secteur de la société civile prospère.

Un accès égal à l'éducation est l'un des facteurs clés menant à une plus grande égalité des chances. La réforme des systèmes éducatifs de la région est essentielle afin de remédier aux inégalités à long terme.

Il ne s'agit pas simplement d'avoir plus d'enseignement, mais plutôt avoir un enseignement adapté et une formation professionnelle. La préparation des jeunes au marché du travail devrait être une priorité pour les gouvernements de la région.

Compte tenu de la faiblesse historique des systèmes éducatifs existants, il est nécessaire de développer des cadres de travail permettant la validation des compétences non académiques acquises en dehors de l'éducation formelle. Relativement à cela, on a suggéré que le secteur informel pouvait développer, de manière utile, des liens étroits avec le secteur formel au profit des deux.



Les approches centralisées traditionnelles devraient être changées pour permettre la participation des jeunes, des femmes et des groupes exclus. Les approches numériques ont un rôle évident à jouer en cela.

L'accent devrait être mis sur les programmes d'entrepreneuriat et une meilleure coordination entre les ONG et les ministères. Les compagnons ont convenu qu'il fallait travailler davantage afin d'étendre et soutenir des programmes qui sont actuellement déconnectés et non stratégiques.

Parallèlement à toutes ces questions, un combat contre la corruption doit être mené dans tous les secteurs et dans tous les pays.

Les compagnons pensaient que le Royaume-Uni, l'UE et d'autres acteurs extérieurs à la région n'arrivaient pas à comprendre les problèmes locaux ce qui influence l'efficacité de leurs activités de donateurs.

Cependant, on a estimé que le British Council jouait un rôle clé, bâtissant un pont entre les décideurs et les praticiens

## La diversité de voix

Les débats des Young Arab Voices (les voix des jeunes arabes) qui ont lieu durant la séance d'ouverture de la Conférence ont illustré les divergences d'opinions au sein de la structure formelle d'un débat.

“ Avoir un point de vue différent ne signifie pas que tu es mon ennemi – tu es juste différent ”

*Un participant des Young Arab Voices*

Un des enseignements clair du Royaume-Uni est que la diversité des pensées et des populations est un avantage lorsqu'une nation tente de trouver sa place dans un monde complexe.

Il s'ensuit que «l'engagement» (le thème précédent) doit signifier l'engagement de toute la société - et pas seulement certaines parties qui peuvent s'opposer pour un gain politique à court terme.

Il s'agit de voir la société comme une salle de débats dans laquelle différentes positions sont discutées avant de



parvenir à un consensus, plutôt qu'un champ de bataille dans lequel un seul côté sera victorieux.

Mais la liberté de parler n'est pas nécessairement la même chose qu'être pleinement engagé, considéré comme un contributeur précieux à la société, ou capable d'amener un changement. Comme l'a dit un compagnon algérien: «Avant, nous avions peur de parler, maintenant, plus personne n'écoute».

La coprésidente nord-africaine, Amira Yahyaoui, a souligné que les élites qui poursuivent une stratégie de division finissent par endommager l'unité naturelle et les alliances naturelles entre les peuples.

Dans certains pays, cela s'est traduit par une situation où (par exemple) les hommes/les femmes et les jeunes/les plus âgés sont considérés comme opposés plutôt que comme éléments complémentaires qui, ensemble, forment la « société ».

Afin d'édifier une société différente, les jeunes et les moins jeunes (pour utiliser un exemple de couple qui ne devrait pas s'opposer) doivent être liés par une relation qui serait très différente de la traditionnelle, paternaliste.

L'incertitude relative au futur augmente non seulement au Maghreb, mais aussi au Royaume-Uni. En fait, plusieurs délégués ont rapporté que l'on mettait en doute de plus en plus l'épithète « Uni » après le référendum concernant l'adhésion à l'Union européenne. La décision de « Départ » a révélé des fractures dans ce qui a semblé pour la plupart des personnes (peut-être parce que cela n'a pas été examiné) être une société raisonnablement homogène et cohérente.

À la lumière de cette fragilité nouvellement perçue dans leur situation, les délégués britanniques ont souligné la nécessité d'impliquer tous les secteurs de la société britannique dans le dialogue politique national, afin d'éviter davantage de fragmentations (peut-être sous la forme d'une seconde tentative de déclencher l'indépendance écossaise vu le vote écossais important en faveur du maintien dans l'UE).

## Les Femmes

Le rôle joué par les femmes - en tant que protagonistes de l'économie et actrices du changement social - a alimenté de nombreuses conversations à Hammamet 2017.

La déléguée du Royaume-Uni, la baronne Fiona Hodgson, a déclaré, à la Conférence : « Dans aucun pays du monde, les femmes ne sont égales ».

Au Royaume-Uni, malgré les efforts de tous les partis politiques, il reste un long chemin à parcourir pour que les femmes atteignent un nombre égal de représentations politiques. (Bien que l'on ait rapporté que le nouveau maire de Londres s'est engagé à introduire un salaire égal pour les femmes dans son équipe).

Les compagnons ont convenu que toute tentative de réforme de la politique et de l'économie en Afrique du Nord - ou partout ailleurs - doit avoir les femmes au centre. Pourtant, les défis culturels et économiques que doivent affronter les femmes sont très grands.

Les compagnons ont été informés de la recherche sur les modes de vote des femmes en Égypte et des attitudes généralement à l'égard des femmes dans le pays.

Les responsables électoraux d'un village ont rapporté au chercheur ne pas avoir comptabilisé les voix des femmes alors qu'un autre se demandait pourquoi quiconque serait intéressé de connaître pour qui les femmes votent. En conséquence, il est très difficile de trouver des statistiques relatives à la participation des femmes dans le processus démocratique en Égypte.

La présomption lors des discussions relatives aux « citoyens » ou aux « femmes », est que tous les citoyens ou toutes les femmes sont pareils : avec les mêmes besoins et les mêmes aspirations. Une telle présomption ne s'applique pas lorsque les personnes considérées sont des hommes.

La vérité, évidemment, est que chaque citoyen, femme, homme ou enfant a sa propre personnalité, ses aspirations et ses besoins. Le discours public et la pensée des politiciens et des autres dirigeants devraient refléter cela.





L'inégalité est le résultat de la marginalisation et de l'exclusion de différents groupes et de différentes parties des pays. L'inégalité entre les sexes en est une forme très importante, mais il y en a beaucoup d'autres.

La marginalisation et l'exclusion conduisent au sentiment que « la société n'est pas pour nous » - et par conséquent, à l'attrait des groupes extrémistes qui offrent des solutions simples (et parfois violentes) ainsi que l'opportunité de faire partie d'une communauté.

La tendance des gouvernements de considérer les populations comme homogènes n'aide pas. Les populations ne sont pas homogènes, et les individus ont souvent des identités multiples - ethniquement, culturellement et autrement.

En Libye, la marginalisation des femmes et des minorités ethniques s'étend à la Constitution du pays, d'après ce qui a été dit à la Conférence. C'est l'un des éléments de la discorde sociale qui alimente l'actuelle instabilité politique dans le pays. L'exclusion des femmes de la participation dans la vie nationale est le prolongement des normes sociales et culturelles remontant à l'histoire - et ne présagent pas d'un avenir harmonieux pour la Libye, ni entre les différents secteurs sociaux ni les différentes régions du pays.

L'absence de stabilité politique et de choix stratégique en Libye empêche le pays d'accomplir ses devoirs envers ses citoyens, de répondre à leurs besoins d'une manière équilibrée et équitable.

Il y a des problèmes particuliers pour les femmes concernant les attentes culturelles. Par exemple, en Libye, les femmes sont considérées comme un fardeau financier pour le secteur privé : lorsqu'elles voyagent pour une formation, elles doivent être accompagnées d'un chaperon - ce qui signifie souvent emmener toute la famille.

On a soutenu que les formations via Skype, le travail flexible et une augmentation du congé de paternité, peuvent contribuer à une meilleure et plus grande inclusion des femmes dans le monde du travail. En d'autres termes, il est nécessaire de combiner les dispositions culturelles et technologiques.

Les compagnons de Hammamet partageaient une même croyance qui est qu'il est du ressort de tout un chacun de lutter contre le patriarcat : les hommes sont également prisonniers de ses attentes.

Le problème de l'inégalité entre les sexes a commencé (et pourrait commencer à être traité) avec l'éducation et les attentes de la société. L'éducation a donc un rôle à jouer dans le changement des attentes de la société à l'égard des filles et des femmes - en leur donnant les outils intellectuels et culturels leur permettant de transformer leur vie. Il s'en suit la nécessité d'avoir davantage de modèles féminins, que ce soit en politique, en affaires ou dans d'autres domaines de la vie.

Une suggestion particulière est que les femmes doivent être officiellement présentes dans toutes les négociations de paix parrainées par les Nations Unies.

## La religion

Une des séances consacrées au thème de l'inégalité a exploré la valeur de la religion en tant que moyen d'insistance sur la dignité des personnes (un mot qui est souvent revenu durant la Conférence) et d'offrir un modèle moral sur lequel bâtir une société qui serait bonne pour chacun.

Le révérend Peter Price (Royaume-Uni) a soutenu que la religion offrirait aux pauvres, en particulier, un moyen de transformer les relations brisées, de reconstruire l'«ordre moral» et de permettre le pardon - menant à la réconciliation et à la vraie justice.

La réparation n'est pas similaire à la vengeance et une «justice» basée sur la vengeance et les représailles n'est pas susceptible de durer, ou de créer une société harmonieuse pour le bien de tous.

La « mauvaise religion » qui déforme les intentions de ses fondateurs pour soutenir d'offrir la violence et le terrorisme ne devrait pas être contrecarrée par « aucune religion », mais par « une meilleure religion ».

Une distinction entre « l'équité » et « l'égalité » a été faite avec les intervenants soutenant qu'il n'était pas nécessaire d'avoir des sociétés «égales», mais qu'on avait besoin de sociétés qui accordaient à chacun la liberté d'améliorer sa vie et de progresser.

## La radicalisation

Les compagnons ont convenu qu'une des principales causes de la radicalisation est la déconnexion des jeunes de l'arène politique et le manque d'accès à la participation civique. Ceci est exacerbé lorsque les plus jeunes sont empêchés par la «génération de dinosaures» d'aller vers des positions de grande influence.

Même après les soulèvements de 2011/12, cela reste le cas dans beaucoup de pays dans lesquels les régimes de remplacement ont gardé la même attitude que leurs prédécesseurs.

La réforme du système éducatif, sécuritaire et policier (en s'assurant que ces derniers opèrent en tant que véritables services communautaires, et non en tant qu'armes de la répression de l'État), a été jugée vitale.

L'éducation doit également être appropriée pour les citoyens et adaptée au marché du travail prévalent et aux besoins nationaux.

L'accent mis sur l'enseignement supérieur a conduit, dans certains pays, à des jeunes hautement instruits, avec peu d'espoir de trouver un emploi dans des domaines relatifs

à leurs études. En contrepartie, cela a amené une frustration qui, à son tour, a entraîné le désir d'émigrer ou de transformer ses compétences en des fins moins constructives (et parfois profondément destructrices).

Il y avait également un manque général de canaux par le biais desquels les citoyens pouvaient s'engager avec l'État (ou vice versa), comme souligné dans le thème précédent

lors de la session d'idées, les compagnons ont suggéré que le fait de modifier les conseils de voyage de l'Office des affaires étrangères du Royaume-Uni pour l'Afrique du Nord (en particulier la Tunisie et l'Algérie) créerait une impulsion importante pour les économies nationales et un avantage psychologique pour la région dans son ensemble.

Un des compagnons du Royaume-Uni, la Baronne Alison Suttie, a, en conséquence, plaidé en faveur de la modification des conseils de voyage concernant la Tunisie à la Chambre des Lords. (L'interdiction de voyager reste en vigueur en février 2017.)



# LES ARTS ET LA CULTURE COMME MOTEURS DU CHANGEMENT

## Introduction

La culture a été largement définie par la Conférence comme « une trame indépendante de la connaissance », vivant plus longtemps que ses créateurs et réellement capable d'être transmise de génération en génération, informant et façonnant les sociétés et les nations.

Cependant, les discussions autour de ce thème ont révélé des conceptions différentes de la « culture » chez les participants de Hammamet : généralement, une compréhension très large au Royaume-Uni et des visions bien plus spécifiques chez les délégations nord-africaines.

L'idée de l'art en tant que moyen d'expression personnelle a été perçue par certains comme étant un concept européen – quelque peu différent de la définition traditionnelle de l'art dans le monde arabe, où il était plus susceptible d'être utilisé pour renforcer des valeurs conventionnelles.

Néanmoins, il était évident que les arts ont joué un rôle très important dans les soulèvements arabes et dans les changements politiques et sociaux depuis 2011.

Ces deux conceptions jumelles de l'art, comme expression personnelle et comme récit national, sont à même de continuer à se développer à la lumière du changement social et politique.

## Culture et identité

La liberté d'expression a été vue par les compagnons de Hammamet comme vitale pour un secteur culturel sain, mais un contre-argument était que le meilleur de l'art pourrait être créé sous un régime culturellement répressif – qui forcerait les artistes à travailler de manière plus inventive.

L'Égypte des années 1950 a été citée dans ce contexte.

La capacité de l'art de véhiculer des idées politiques sous des formes attractives a été perçue comme souvent menaçante

pour les leaders politiques et nationaux. La culture, sous différentes formes, a été très visible dans tous les pays des soulèvements arabes – danse, spectacle, graffiti, littérature, cinéma.

Les compagnons ont convenu que le rapport des enfants et des jeunes avec la culture de leur pays et particulièrement important : C'est une chose qui devrait être, selon un des intervenants, « ancrée profondément dans leurs âmes ».

Pour la question de qui devrait « contrôler les arts », les artistes dans la salle ont soutenu que leur secteur devrait être géré par des praticiens culturels plutôt que par des ministres de la culture (ou qu'au moins ces ministres de la culture et des arts aient une expérience personnelle dans le domaine).

## Patrimoine et pillage culturel

La question du pillage culturel – ou la conservation d'anciens artefacts (objets archéologique) du Maghreb dans des musées dans d'autres parties du monde – a été soulevée, avec le sentiment prévalent que la fierté renouvelée de la culture nationale exige que ce genre d'objet soit rendu.

Les participants libyens ont soulevé la question de la disparition des sites culturels ? Ils ont convenu qu'il devrait y avoir un travail de sensibilisation fait par les musées. On a exprimé l'espoir que la Conférence de Hammamet traite, à l'avenir, de la question du patrimoine culturel.

On a exprimé une inquiétude quant aux vols d'objets archéologiques qui détruisent le patrimoine et cela a été permis par les conflits en cours dans certaines parties de la région et par les contrôles laxistes. Éduquer aux valeurs de l'histoire nationale et du patrimoine est un moyen de parer à celle approche des biens culturels nationaux à long terme.

On a rapporté, de certaines régions, que les jeunes ont perdu le sentiment d'identification à leurs cultures nationales et que, parallèlement, il y avait une déperdition des liens d'appartenance et de patriotisme. L'enseignement de la citoyenneté, actuellement absent dans la majeure partie de la région, pourrait être une façon d'y remédier.

Une proposition concrète a été la création d'un festival de la jeunesse partageant la culture entre l'Afrique du Nord et l'Europe, permettant une large diffusion des nouvelles idées culturelles. Un programme semblable au projet MAZE, pour l'échange de jeunes entre le Pays de Galles et l'Afrique du Nord, a également été proposé. On a fait remarquer qu'un financement serait nécessaire pour garantir que ces programmes ne soient pas seulement ouverts aux enfants de familles aisées.

La discussion autour de l'industrie cinématographique dynamique en Tunisie s'est heurtée à la difficulté d'équilibrer la liberté d'expression et de solliciter le soutien de l'État.

La question de savoir à qui s'adresse l'art (dans ce cas, le cinéma) a été soulevée. Les films devraient-ils être réalisés pour les élites ou pour d'autres pans de la société? Le film de cinéma, en particulier, exige une infrastructure coûteuse en cas de diffusion publique (plutôt qu'en ligne). Cela implique des investissements à grande échelle, ce qui est peu probable si la forme d'art elle-même est interdite ou fortement circonscrite.

Il y avait un consensus sur le fait que les artistes sont une force puissante pour un changement progressif, pour imaginer les alternatives et pour dire la vérité au pouvoir.

Une nation ou une région à la recherche d'une nouvelle histoire à raconter sur soi et pour le monde entier a besoin d'artistes pour faire une partie de ce travail.

## Les arts et l'économie

Comme exemple de la manière dont les arts se croisent avec d'autres parties de l'économie, on a discuté du projet à long terme d'un des compagnons dans la médina de Tunis pour soutenir les artisans et le patrimoine culturel. Les travailleurs de la pierre, du bois et du métal appartiennent tous à l'économie informelle que le gouvernement a du mal à reconnaître. Pourtant, dans la médina, il y a plus de 525 ateliers d'artisanat produisant plus de 20 différents types d'artisanat. Cela fait partie d'un « processus de renaissance du patrimoine » qui attire particulièrement les jeunes.

Par contre, d'autres intervenants ont déclaré que les arts sont souvent perçus comme des activités de luxe pour les élites : « Nous avons fait un piteux travail pour convaincre les gens que l'art est essentiel »

Les tunisiens ont rapporté que dans le pays, il n'existait pas « une industrie de l'art » : la majorité des artistes espère avoir un emploi « quotidien » afin de survivre.



E SERIES

TURE

THE  
**HAMMAMET  
CONFERENCE SERIES**

VISIONS OF A BETTER FUTURE  
24 - 26 NOVEMBER 2016

Plus d'un intervenant a fait référence au rapport du Conseil de Recherche en Arts et Humanité du Royaume-Uni qui atteste des manières avec lesquelles les arts soutiennent la société.

## Définitions

L'approche britannique a été de considérer « l'art » et la « culture » comme des catégories très larges – en plus des disciplines évidentes telles que la littérature ou les arts visuels – qui comprennent des activités comme le sport ou la cuisine. Cela refonde les débats relatifs aux « arts », permettant aux gens venant de différents pans de la société de sentir que « les arts sont faits pour eux ».

On a discuté de la différence entre art et divertissement et de l'art dans les divertissements. Certains compagnons ont soutenu que « l'art » est une activité élitaire sans but lucratif, alors que « le divertissement » est une industrie (par exemple, Hollywood ou encore l'industrie télévisuelle).

On a soutenu que les grands projets de régénération connaissent moins de succès chez les communautés en régénération que ceux qui opèrent sur une échelle plus limitée (comme est le cas du projet de la médina de Tunis).

On a rapporté, du Royaume-Uni, que les petites villes pouvaient acquérir des investissements nécessaires ainsi que l'estime de soi par le biais de modestes interventions artistiques – ce qui pourrait relancer les autres formes d'investissement et de changement. On avait le sentiment profond que les programmes culturels ne devraient pas se limiter aux grandes villes.

Les praticiens des arts et de la culture ainsi que les personnes actives dans le domaine doivent communiquer avec les médias et les politiciens afin de lutter contre le message (entendu, dans une certaine mesure, dans tous les pays) qui dit que les arts n'ont aucune valeur pratique et sont un luxe élitiste. Un des thèmes de cette « conversation », tel que l'ont souligné certains compagnons, devrait être la mise en relief de l'aspect entrepreneurial des activités artistiques (et peut-être établir une distinction claire entre les « beaux-arts » et les activités « artisanales »).

Les artistes, dans beaucoup de cas, gèrent de petites entreprises, et cela peut être souligné, à des fins utiles, comme un moyen de contrer les faiseurs d'opinions hostiles. Associée à cela, on retrouve la question du rôle que les gouvernements devraient jouer afin de favoriser et d'encourager le secteur culturel.

Outre les avantages pratiques et économiques incontestables d'une scène culturelle florissante, les arts peuvent aider à donner aux gens une voix, un sens de soi et une confiance accrue.

La culture et les arts permettent aux individus et aux sociétés de raconter leur propre histoire, à eux-mêmes et aux autres. Cela est essentiel en tout temps, et d'autant plus en une période où les histoires nationales – comme racontées dans les journaux et à la télévision – tendent vers des conséquences négatives.

Le pouvoir subversif des arts a été salué par beaucoup : l'art pose des questions réellement importantes, c'est pour cela que beaucoup de dirigeants politiques et de chefs de file ressentent le besoin de garder sous contrôle les activités artistiques et les créateurs d'art.

Des voix du Maroc ont soulevé l'importance de la culture nord-africaine autochtone, soutenant que les nations n'ont pas toujours besoin d'introduire, tout le temps, des cultures extérieures, mais qu'ils devaient plutôt se tourner vers la leur. Certains compagnons ont exprimé leur crainte que la culture locale traditionnelle soit en déperdition au profit de formes plus « attrayantes » venues d'ailleurs.

Les participants se sont demandé s'il pourrait y avoir une mobilisation autour de « la grande culture du Maghreb »

“ L'Algérie a besoin de la communauté internationale, mais surtout du soutien des pays africains. Et nous avons besoin du soutien des pays du Maghreb en particulier ”

*Khaled Drareni (Algérie)*

Il a été dit à la Conférence que le système éducatif algérien s'est désengagé des

humanités et qu'en Égypte, alors que les artistes pouvaient librement aller dans les écoles pour enseigner et inspirer les enfants, il n'y avait aucune infrastructure ou financement qui permette que cela se produise régulièrement.

Il y a toujours eu, dans la région, une tendance à contrôler les arts – la « police du Haram » n'étant que le dernier exemple de cette tendance. D'un autre côté, l'art a toujours existé dans l'Islam, avec certaines règles et conventions.

La science a été discutée comme étant une dimension de la « culture ». Il a été noté qu'en parlant d' « alphabétisation scientifique » en anglais, en arabe et en français, on parle de « culture scientifique ». L' « alphabétisation scientifique » suggère simplement les bases de la compréhension alors que la véritable culture scientifique est bien plus profonde que cela : toute une façon de voir le monde.

Il n'existe pas d'études dans le mode arabe relatives au niveau de l'alphabétisation scientifique (ou culture), ce qui signifie que l'échelle de la compréhension scientifique est inconnue. Un journaliste égyptien a mentionné FameLab ainsi que le travail du British Council, comme exemple de comment la science pourrait intéresser les jeunes. La réalité des manques au niveau national de professeurs de sciences a été rapportée dans beaucoup de pays, tout en constatant qu'il était particulièrement difficile d'intéresser les femmes et les filles à la science et aux carrières scientifiques.

Le rapport entre la culture et d'autres aspects de la vie nationale a été discuté. Dans ce contexte, les participants au Royaume-Uni ont mentionné le travail que le Service national de santé fait pour examiner l'impact de l'art et de la littérature sur la santé mentale et le bien-être.

Les compagnons ont discuté de la valeur des modèles culturels, faisant référence aux astronautes du programme Apollo des années 60 et 70 et à la série télévisée « Cosmos » de Carl Sagan - qui mettaient les identités locales et régionales dans une relation secondaire avec l'«humanité globale». Le travail de l'artiste palestinienne Larissa Sansour a également été discuté (son court métrage « A Space Exodus » imagine un Palestinien qui part sur la lune) dans le contexte de la contribution des artistes aux nouveaux récits nationaux.



# LA CONVERSATION DE HAMMAMET

La série de conférences de Hammamet comprend deux éléments clés : Une conférence annuelle et un dialogue permanent.

La conférence est la combinaison de sessions plénières formelles, d'ateliers informels, de discussions de groupes et d'opportunités de réseautage.

Cela inspire et consolide la Conversation permanente de Hammamet – Un dialogue tout au long de l'année, animé par des événements, des activités en ligne et des connexions personnelles, ce qui permet de réunir ensemble les leaders du Royaume-Uni, d'Algérie, d'Égypte, de Libye, du Maroc et de la Tunisie.

Les discussions de Hammamet durant l'année 2016 ont révélé une large série de préoccupations communes – relatives, par exemple, à la position de la femme dans la société, la nécessité d'avoir des systèmes éducatifs adaptés aux exigences nationales – tout en soulignant les différences. Un des points récurrents dans toutes les discussions et auquel on s'est habitué lors des anciennes conférences, est celui de savoir comment gérer le changement.

Le changement est, évidemment, un processus continu, et non un événement unique. Il y a de cela un siècle, voire une cinquantaine d'années, le rythme du changement était tel que les gens comprenaient ce qui se passait et étaient capables de s'y adapter. Etant donné que la technologie accroît le taux de changement global, les idées et les mouvements dominent le monde presque instantanément.

La Conversation de Hammamet utilise tous les canaux disponibles pour permettre aux penseurs, aux dirigeants et aux activistes de s'engager dans le changement, par le biais de la Conférence qui effectue la « lourde tâche » de créer une communication face à face une fois par an.

Les conversations, les ateliers et les débats offrent la possibilité d'élaborer un nouveau « contrat social », en réunissant les anciens dirigeants établis et ceux émergents d'Afrique du Nord et du Royaume-Uni pour relever les défis économiques et sociaux communs et en aidant les jeunes à s'engager positivement dans la vie de leur communauté, de leur nation et de leur région. Hammamet relie également des experts et des professionnels de différents secteurs - société civile, arts, éducation - d'une manière qui demeure unique dans la région.

Hammamet 2017 perpétuera ce travail, avec une nouvelle série de thèmes, mais toujours avec le même engagement à aider les gens à agir pour un changement positif.

En période de bouleversement et d'incertitude, une conversation internationale qui se poursuit d'année en année, accueillant des voix différentes et absorbant de nouvelles idées, est une force extrêmement puissante.







THE  
HAMMAMET  
CONFERENCE SERIES



#HammametConf

# LES ACTIVITES DU BRITISH COUNCIL DANS CHAQUE PAYS

## ALGERIE

L'Algérie est riche en pétrole et en gaz, qui constituent 60% des revenus et 97% des recettes d'exportation. L'UE est le plus grand partenaire commercial de l'Algérie, et il existe, dans le pays, de grands intérêts commerciaux pour le Royaume-Uni et pour le monde entier.

La langue anglaise est une priorité nationale en Algérie pour améliorer l'employabilité, accroître l'accès à la recherche scientifique et attirer les investissements étrangers. Cependant, de nombreux jeunes manquent de compétences et d'emplois décents et le taux de chômage chez les femmes et les diplômés est particulièrement élevé.

### Les points forts du British Council en Algérie

- Notre Centre de formation à Alger a ouvert ses portes en avril 2015 et a formé plus de 2400 étudiants durant sa première année.
- Avec le ministère de l'Éducation nationale et les partenaires, le British Council a formé plus de 3000 enseignants, 200 inspecteurs et 600 enseignants-formateurs.
- 100 doctorants algériens ont entamé des études en anglais au Royaume-Uni.

## EGYPTE

L'Égypte est le plus grand pays arabe, avec environ 91 millions de personnes (dont la moitié est âgée de moins de 24 ans) et c'est la troisième grande économie dans le monde arabe après l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis.

### Les points forts du British Council en Egypte

- Le British Council en Egypte met l'accent sur trois thèmes stratégiques : développer des compétences, autonomiser des femmes et des filles et établir un dialogue et des échanges internationaux.

- 23.000 étudiants ont amélioré leurs compétences linguistiques en anglais en étudiant dans nos centres de formation du Caire et d'Alexandrie en 2015-2016.
- 65.000 jeunes Egyptiens ont obtenu une qualification reconnue à l'échelle internationale en passant 120 000 examens britanniques.
- 110 000 personnes ont assisté à nos activités, nos expositions et aux représentations de festivals soutenues par nous.
- 32 millions de personnes ont vu ou écouté le contenu diffusé par le British Council.

## LIBYE

Le nouveau gouvernement libyen sera soumis à des pressions pour créer et développer les fondements d'un État fonctionnel: la sécurité, la stabilité, la bonne gouvernance, la démobilisation et la réinsertion des miliciens et des autres citoyens armés; et pour mettre le pays sur la voie de la prospérité économique. La clé de cela sera des emplois répondant aux aspirations de leurs jeunes.

### Les points forts du British Council en Libye en 2015-2016

- A dispensé des formations en anglais par radio à 4500 enseignants du sud et de l'est de la Libye.
- A collaboré avec l'Université de Tripoli pour mettre en place un Centre national des langues vivantes afin de développer les meilleures pratiques pour l'enseignement des langues vivantes en Libye.
- A utilisé Skype pour former près de 350 professeurs d'anglais dans sept universités libyennes - à l'Est, à l'Ouest et au Sud de la Libye.
- 120 000 apprenants d'anglais libyens accèdent à nos sites Web d'apprentissage de

l'anglais, aux pages Facebook et Twitter, cherchant les occasions de s'engager avec le British Council, le Royaume-Uni et les uns avec les autres.

## MAROC

Le Maroc est un chef de file régional à plusieurs niveaux, proche des monarchies du Golfe, actif dans la politique arabe, mais également stratégiquement positionné en Afrique de l'Ouest. Un partenaire clé en matière de sécurité, avec des relations étroites entre les forces de sécurité et un rôle clé dans la sécurité du sud de l'Europe.

### Les points forts du British Council au Maroc en 2015-2016

- Nous avons aidé plus de 1000 jeunes marginalisés au Maroc et au Royaume-Uni à développer leurs compétences et à accéder à un emploi.
- Nous avons aidé à améliorer les normes dans plus de 100 écoles techniques avec plus de 50 000 étudiants.
- Le projet du Baccalauréat – option anglais piloté par le ministère de l'Éducation développe et partage les meilleures pratiques en anglais comme moyen d'instruction.
- «Street Art Caravan» a accueilli plus de 300 000 personnes grâce aux fresques murales à grande échelle et à d'autres activités créatives - les œuvres de 25 artistes britanniques, marocains et internationaux.

## TUNISIE

Le progrès de la Tunisie vers la stabilité et la sécurité constitue une source d'espoir pour toute la région. À l'instar d'autres pays francophones d'Afrique du Nord, la Tunisie désire étendre son partenariat international au-delà de ses voisins traditionnels du sud de l'Europe.

### Les points forts du British Council en Tunisie en 2015-2016

- Notre centre d'enseignement sert de modèle de qualité dans le pays, offrant une formation directe en langue anglaise

à plus de 2.000 apprenants chaque semaine.

- Le nombre des qualifications britanniques obtenues a quintuplé au cours des trois dernières années.
- Notre programme radio d'apprentissage de l'anglais, diffusé en partenariat avec Radio Tunisienne Chaîne Internationale (RTCI), touche mensuellement 6.500 enseignants.
- Premier Skills - notre programme mondial de développement de leadership communautaire qui est axé sur les entraîneurs de football et qui est géré en partenariat avec la Premier League anglaise - a formé plus de 600 tunisiens dans les zones défavorisées.

## ROYAUME-UNI

Au Royaume-Uni, le British Council œuvre à bâtir un monde plus sûr, plus inclusif et plus prospère en reliant des personnes de toutes les nations et régions du Royaume-Uni avec d'autres personnes venant d'autres pays - partageant le meilleur de notre culture et apprentissage.

- Nous aspirons à accroître les compétences et l'apprentissage des jeunes et des professionnels au Royaume-Uni.
- Notre activité permet d'accroître la connaissance du Royaume-Uni contemporain à l'étranger.
- Nous travaillons à créer davantage d'opportunités de travailler à l'étranger pour les prestataires d'éducation au Royaume-Uni.
- Notre ambition est que chaque jeune au Royaume-Uni ait une expérience internationale.



Be a part of the conversation  
[@HammametConf](#)  
[#HammametConf](#)

©British Council 2017

The British Council is the United Kingdom's international organisation for cultural relations and educational opportunities.